

## **L'agriculture durable (biologique) et les méthodes alternatives de mise en marché comme solutions de rechange à la mondialisation**

**Par Rebecca Eisses**

Le mot « mondialisation » est souvent associé à un certain nombre d'autres mots et expressions, telles que « l'Organisation mondiale du commerce », le « libre-échange » et « l'ouverture des frontières ». À la base, mondialisation implique le démantèlement des barrières nationales et la réduction du contrôle national sur le commerce global de sorte que les marchandises, les services et le capital puissent circuler librement.

La mondialisation, décrite en ces termes, semble plutôt une bonne chose. La liberté est à l'avantage de tous, n'est-ce pas ? En fait, comme les pays plus pauvres du globe en sont venus à le réaliser, les principales puissances du monde sont davantage intéressées à ce que les autres pays ouvrent leurs marchés à leur production qu'à ouvrir leurs propres marchés à la production (la plupart du temps de denrées agricoles et de produits et textiles) des pays plus pauvres. Les dés de la mondialisation sont pipés en faveur des nantis et aux dépens des pauvres. En dépit des nouvelles règles commerciales, les pays riches, particulièrement l'Union européenne (EU) et les États-Unis, continuent à subventionner fortement leurs agriculteurs et écouler leur surplus agricole sur les marchés des pays en voie de développement. Cela fait s'écrouler les prix internes et rend les producteurs locaux incapables de vendre leurs produits. Quand les négociateurs commerciaux se réunissent au siège social de l'OMC à Genève pour discuter de ces problèmes, les voix des pays plus pauvres sont noyées par celles des chicanes entre l'UE et les États-Unis au sujet des marchés qu'ils dominent déjà. Les projets de couper les subventions et les quotas sont censés rendre le commerce moins déséquilibré. Pour un fermier du Minnesota, que la part de son revenu agricole provenant de subventions passe de 50 % à 35 % représente une coupure importante. Pour un fermier de Zambie, que la part de son revenu agricole provenant de subventions passe de 0 % à 0 % ne représente certes pas la même chose.

Il y a un certain nombre de solutions possibles pour les pays du tiers monde. Ils doivent, entre autres, apprendre à mieux jouer le jeu. C'est une approche que les pays du groupe de Cairns, qui comprend le Canada, l'Australie et la Thaïlande, adoptent. C'est également l'objectif de « l'assistance technique » mise sur pied par l'OMC et la Banque mondiale pour aider les pays à surmonter les problèmes de « mise en oeuvre ». En utilisant cette stratégie, les pays peuvent tenter de faire fonctionner les règles et les procédures existantes en identifiant les marchandises et services qu'ils sont en mesure de produire de manière concurrentielle et en concentrant l'aide permise sur ces produits, c'est-à-dire en appliquant la théorie de l'avantage concurrentiel des sciences économiques classiques.

Une autre approche, préconisée par des groupes tels qu'Oxfam, est de modifier les règles du jeu pour les rendre plus justes. Ceci semble une bonne idée en surface, malgré le fait qu'il est peu probable que les superpuissances qui contrôlent la situation acceptent ces nouvelles règles. Cette approche sert toujours à légitimer le jeu de la mondialisation qui,

même s'il était juste, rendrait tout de même les producteurs dépendants d'un marché global et éloigné des consommateurs de leurs produits. Le problème n'est pas simplement que les règles du jeu ne sont pas justes, mais que le jeu lui-même est faussé en soi.

Il existe une troisième approche, soit ne pas jouer le jeu du tout. C'est une approche préconisée par beaucoup d'organisations non gouvernementales (ONG) dans le sud, tant au niveau des politiques que de la pratique. En refusant de prendre part au jeu de la mondialisation, les petits producteurs de produits et de services peuvent garder le contrôle de la distribution, de la livraison et du prix leurs marchandises et services. Cette approche peut être clairement illustrée en utilisant l'exemple de l'agriculture durable et des méthodes alternatives de mise en marché dans le contexte de la Thaïlande.

La Thaïlande est un pays riche en ressources naturelles et a une longue histoire d'exportation de produits agricoles. Cependant, traditionnellement, la plupart des fermiers étaient tout à fait autosuffisants, se fiant aux processus naturels pour assurer la fertilité du sol et pour lutter contre les ravageurs tout en complétant leurs régimes alimentaires et leur revenu avec les plantes sauvages et les animaux de la forêt. Alors qu'il y avait certainement un certain niveau du commerce entre les agriculteurs et les autres citoyens, les ruraux ne dépendaient pas des étrangers pour leur survie.

L'arrivée de la révolution verte dans les années 60 a nettement modifié la campagne thaïe. La révolution verte a favorisé la culture de nouvelles variétés qui pouvaient utiliser les engrais chimiques plus efficacement que des variétés traditionnelles afin de produire des rendements supérieurs. Les nouvelles variétés étaient souvent vulnérables aux insectes et maladies. C'est pourquoi on a commencé à utiliser des insecticides et fongicides pour combattre ces problèmes de ravageurs. Des herbicides et les nouvelles machines comme de petits tracteurs ont également été introduits comme outils pour réduire le travail.

L'idée qui justifiait le recours à ces nouvelles technologies était que les agriculteurs pourraient augmenter la production. De nombreux fermiers, même de petits exploitants, ont été encouragés à se spécialiser en produisant seulement un ou deux produits à une plus grande échelle. Ce système de spécialisation vise à rendre les fermiers plus concurrentiels et efficaces. Ils peuvent ensuite vendre leur production et utiliser l'argent pour acheter de la nourriture et d'autres marchandises qu'ils produisaient autrefois eux-mêmes, au sein de leur propre communauté. La production agricole peut alors être vendue dans différentes régions du pays ou, idéalement, à l'étranger, afin de gagner des devises étrangères qui feront rouler l'économie du pays. Les villageois qui, auparavant, vivaient à la périphérie des marchés commerciaux allaient y être complètement intégrés.

En plus de la mise en place de ces nouvelles technologies, deux nouveaux ministères gouvernementaux furent créés avec l'aide de la Banque mondiale. Le ministère du Développement agricole (MDA) fut chargé de favoriser l'adoption des nouvelles technologies avec du personnel dépêché dans chacun des districts du pays. Le second organisme est la Banque de financement et de coopération agricole (BFCA), chargé de

fournir du crédit agricole aux grands et petits exploitants pour leur permettre d'acheter les nouveaux intrants et la machinerie.

Si le but de la révolution verte était d'augmenter la production agricole et de stimuler la croissance économique, alors il a certainement été atteint avec succès en Thaïlande. Si le but de la révolution verte était de diminuer la pauvreté rurale, alors le succès est beaucoup moins évident. Les technologies de la révolution verte ont plutôt eu pour effet de faire apparaître un certain nombre de nouveaux problèmes et d'aggraver ceux qui existaient déjà avant. Examinons de plus près certaines des conséquences de la révolution verte pour les petits agriculteurs.

Partout en Thaïlande, les fermiers croulent sous les dettes. Il est impossible de surestimer l'étendue de ce problème. L'endettement rural a été en grande partie créé par la BFCA, alors qu'elle prêtait de l'argent aux agriculteurs pour acheter des intrants chimiques. Un certain nombre de politiques et de pratiques de la BFCA ont emprisonné les fermiers dans le cycle de l'endettement, par exemple en leur accordant des prêts venant à échéance au moment de la moisson, qui forcent tous les fermiers endettés à vendre leur récolte au même moment, causant la chute des prix sur le marché.

Le problème de l'endettement rural a été également aggravé par le MDA. La mise en application de nombreux projets de développement prévus au siège social du ministère à Bangkok est ensuite imposée partout dans le pays, avec des quotas régionaux ou provinciaux, aux fermiers participants. Les représentants régionaux du ministère de l'Agriculture ont souvent recours à leur influence personnelle, plutôt qu'aux mérites de leurs projets, pour convaincre les fermiers d'y adhérer. Ce type de projets comporte invariablement un premier investissement par le fermier, pour lequel il doit s'endetter. Ces projets sont également des échecs au point de vue économique (c.-à-d. que l'agriculteur ne réalise aucun bénéfice).

La dégradation de l'environnement présente une autre conséquence de ces initiatives. Comme nous l'avons déjà mentionné, les nouvelles variétés vulnérables aux attaques des ravageurs ont causé l'apparition de parasites qui n'avaient pas été identifiés comme menaçants pour les récoltes auparavant, tellement leur présence était rare (par exemple, la delphacide brune du riz). Là où la fertilité du sol se régénérait naturellement, l'utilisation des engrais chimiques a conduit à la dégradation du sol. Le fumier animal qui pourrait servir à faire du compost n'était plus disponible en quantité suffisante puisque les petits tracteurs avaient remplacé les grands animaux de trait (les bœufs et les buffles). Le lessivage d'engrais chimiques et de pesticides a contaminé les ruisseaux et les rivières, causant des problèmes en aval.

L'utilisation aveugle et non réglementé des pesticides a également occasionné une augmentation des problèmes de santé, chez les consommateurs dans une certaine mesure, mais principalement chez les fermiers et leurs familles. La plupart des fermiers emploient des pesticides sans savoir les utiliser correctement et en minimisant les risques. À mesure que les pesticides perdent leur efficacité en raison de la résistance des parasites, les agriculteurs ont recours à des « cocktails de pesticides » dont la toxicité est inconnue.

En général, on ne porte aucun matériel de protection, sinon il n'est jamais adéquat. Il est en effet impossible de porter du matériel de protection adéquat dans les pays tropicaux, car la chaleur serait alors insupportable. Ce sont en général les fournisseurs, les publicités ou leurs voisins qui fournissent aux agriculteurs des renseignements sur les pesticides plutôt que les fonctionnaires du gouvernement.

La migration des travailleurs représente un autre problème provoqué par la nouvelle agriculture « efficace ». Dans la nouvelle économie, on s'attend à ce que les fermiers emploient tout leur temps de manière productive. La technologie qui réduit le travail n'a pas pour but de faciliter la vie des agriculteurs, mais plutôt de les libérer afin qu'ils puissent s'adonner à d'autres activités productives. Beaucoup de travailleurs ruraux, particulièrement ceux qui ne possèdent pas de terres et qui gagnaient auparavant leur vie en travaillant pour les agriculteurs, ont été déplacées par ces nouvelles technologies. Même les propriétaires de parcelles émigrent temporairement vers les villes pour trouver du travail pendant les saisons mortes. Ils ont souvent besoin de gagner plus d'argent pour rembourser les emprunts. Ne pas arriver à rembourser ces dettes peut également déposséder les anciens fermiers de leurs terres. Des bidonvilles provisoires et permanents sont apparus dans les centres urbains partout dans le pays. La migration des travailleurs a aggravé l'inégalité des sexes, a causé l'éclatement des communautés et a contribué à la propagation du VIH/SIDA et de la consommation de drogue dans les régions rurales.

Voilà le sort qu'ont subi les petits exploitants qui ont tenté de jouer le jeu de la mondialisation en respectant les règles actuelles. Même si les règles du jeu étaient justes, les pauvres paysans de la Thaïlande n'en tireraient aucun avantage. Leurs problèmes ne découlent pas seulement du faible prix obtenu pour leurs produits, mais aussi de leur dépendance envers les intrants et l'endettement qui en découle, du manque de sécurité alimentaire pour leur famille et de la migration vers les villes pour travailler.

Il y a un certain nombre d'organismes non gouvernementaux œuvrant en Thaïlande qui abordent ces questions avec des résultats positifs. L'une de leurs stratégies est l'agriculture durable et biologique, associée aux méthodes alternatives de mise en marché. L'agriculture biologique favorise la réutilisation des ressources de la ferme et de la communauté. Cela augmente l'autonomie et diminue la dépendance envers les intrants provenant de l'extérieur. Puisque les ressources de la communauté tendent à être peu coûteuses, les besoins de financement sont réduits. Les groupes d'épargne communautaires et coopératives d'épargne et de crédit, plutôt que la BFCA, peuvent fournir du crédit lorsque c'est encore nécessaire. L'agriculture biologique est également généralement étendue à des groupes d'agriculteurs plutôt qu'aux individus afin de reconstruire le tissu social.

Les méthodes de mise en marché alternatives établissent un rapport personnel entre les producteurs et les consommateurs. On met en place des liens entre les organisations d'agriculteurs et de consommateurs afin qu'ils se soutiennent mutuellement. Dans les réseaux de commercialisation alternatifs, les agriculteurs contrôlent le marché et fixent eux-même les prix de leurs produits en collaboration avec les consommateurs, pour que

ceux-ci soient raisonnables. En outre, la mise en marché alternative insiste sur l'utilisation de matériaux d'emballage naturels, biodégradables et recyclables.

En Thaïlande, cette approche a donné des résultats suivants :

Amélioration du revenu net et réduction de l'endettement, communautés plus fortes, réduction de la charge totale de travail (bien que l'agriculture durable implique généralement une augmentation de main d'œuvre par rapport à la production conventionnelle, la charge de travail globale des fermiers est généralement moindre car ils arrivent à vivre seulement du produit de leurs fermes) et plus grande égalité entre les sexes. On croit également à ce que cette façon de faire présente des avantages pour l'environnement ainsi que la santé des producteurs et des consommateurs, bien qu'on ne dispose d'aucune donnée concrète pour appuyer ces prétentions.

Il ressort clairement du modèle thaï que la mondialisation n'est pas nécessaire et qu'elle ne représente pas une solution au problème de la pauvreté rurale. Au contraire, elle aggrave plutôt le problème.

Ceci laisse 2 tâches à la société civile :

- On doit rendre les solutions de rechange à la mondialisation faisables. Cela implique de concevoir des solutions de rechange (particulièrement pour les milieux qui sont plus pauvres en ressources que la Thaïlande), les diffuser largement, et abolir ensuite les obstacles pratiques, réglementaires et autres à leur mise en place.
- L'autre tâche est de contenir la mondialisation. Ceci implique (a) d'exercer une surveillance sur ce qui se passe dans les principales institutions qui favorisent la mondialisation, comme l'OMC, (b) d'analyser les effets de ces mesures sur les individus marginalisés comme les petits paysans, les pêcheurs, les pauvres des villes, etc. et (c) de leur faire connaître cette information de sorte qu'ils puissent choisir la meilleure solution pour eux.

Cet article est paru la première fois dans le Small Farm Newsletter de juillet 2003.

[Cliquez ici](#) pour le lire ce numéro.